



Analyse 2023

Tension entre social et écologie

Questionnaire auprès des membres Asso21

Quelques pistes de compréhension

Pascale Thys

Mots clés : habitat, social et écologie, violence sociale, rénovation, militance



Habitat et Participation asbl

Traverse d'Esopo 6 (5ème étage) 1348 Louvain-la-Neuve - Avenue de la Toison d'Or 72, 1060 Bruxelles

Tel: +32(0)10/45.06.04 - E-mail : contact@habitat-participation.be

Partie I : Résultats du questionnaire	4
Question : à partir de votre pratique, avec votre public cible et vos actions, quelles tensions voyez-vous aujourd'hui au niveau de l'habitat – du logement entre social et écologie ?.....	5
Question : quels sont – selon vous – les grands défis écologiques qui touchent les publics précaires ? Où voyez-vous une forme d'incompatibilité – une confrontation entre objectifs sociaux et écologiques?	6
Question : merci d'apporter ici un ou des témoignages concrets de personnes-familles qui illustrent la tension entre social et écologie-environnement, aujourd'hui.	8
Question : avez-vous participé à des formes de solution mises en place pour concilier social et écologie au sein du logement-habitat ? Connaissez-vous de tels projets ? Si oui, pouvez-vous l'expliquer ici.....	9
Question : les modèles de logement sociaux/publics intègrent-ils selon vous les enjeux-défis écologiques actuels ? (lieu d'implantation, type de construction, implication des habitants, économies d'énergie ...) Que proposez-vous pour améliorer la situation actuelle ?	11

Partie II : Pistes pour comprendre les tensions	13
Une tension en termes de posture	13
Une tension au niveau des enjeux de territoire.....	14
Une tension quant à la place de l'humain.....	15

Conclusion.....	16
-----------------	----

*Tous nos remerciements aux **membres du Réseau Association 21** qui ont accepté de répondre à ce questionnaire ainsi qu'à **Antoinette Brouyoux**, Coordinatrice d'Association 21 ; merci à **Roger Nzabahimana**, coordinateur du rappel (Fédération des APLs) qui nous a permis de « tester » via une animation les « résultats » de cette analyse lors d'une mise au vert ; merci aux **membres de la European Coalition Action** qui a organisé un groupe de travail avec les militants du droit au logement afin d'inspirer le tableau comparatif entre militants écologistes et militants pour le droit au logement présenté en fin d'analyse.*

Tension entre social et écologie

Abstract

Les crises récentes ont encore accru les pressions sur la société civile dont les réponses sont font parfois également plus musclées, que ce soit du côté des militants écolo ou du côté des militants pour le droit au logement.

Cette analyse va tenter de mettre en perspective ces deux formes de militance qui se sont longtemps ignorées, chacune traçant sa route, puis rencontrées de manière parfois brutale, au nom d'une incompréhension entre les « fin de mois » et les « fins de moi » pour reprendre la célèbre phrase de Nicolas Hulot, enfin capables de dialoguer et de construire de nouvelles alliances – pactes – plaidoyers.

Cette analyse est le fruit de 2 années de travail (2022-2023), avec une première et longue partie sur le résultat d'un questionnaire distribué auprès des militants du réseau Association 21 et une seconde sur des pistes de compréhension de cette tension qui se joue.

La première partie s'articule autour de 5 questions : quelles tensions en lien avec l'habitat - Les défis écologiques qui touchent les plus précaires - Des témoignages concrets – des pistes de solution face à ces tensions – et le logement public dans tout cela ?

La seconde partie analyse cette tension au niveau des postures militantes – au niveau des enjeux de territoire – au niveau de la place de l'humain.

Partie I : Résultats du questionnaire

Un mini-questionnaire a été envoyé aux militants d'Association 21 afin de recueillir l'avis de personnes-professionnels qui sont confrontés à cette question et qui apportent dès lors leurs regards-avis, pouvant nourrir nos travaux respectifs.

TOUT D'ABORD UNE PETITE MISE EN BOUCHE ...

« Tu es pauvre et donc tu ne pourras pas être un sauveur du monde ! Le bobo bourgeois conventionnel finit par avoir un regard condescendant sur ce « sale pauvre » qui pollue. Le transition est une révolution bourgeoise ! »

« C'est l'approche politique du problème qui doit changer (...) En matière de logement, les décisions ne peuvent plus être prises juste entre élus avec un ou deux lobbyistes derrière. C'est vrai pour tous les partis, y compris ECOLO. Le monde académique et du bâtiment doivent être consultés réellement et non cantonnés au rang de caution. (sans) ... sans compter le secteur associatif qui a une expertise utile au niveau écologique et qui assume le relogement des plus précarisés. (...) »

« Il faut avoir un vraie discussion avec les personnes concernées »

« Il faut se poster à l'entrée de l'ALDI et de FÄRM en même temps et sonder l'âme des personnes qui y entrent. Le plus insupportable est sans doute cette sensation de militantisme juste en achetant des produits bio. Cette suffisance est insupportable ! »

Un questionnaire ... 12 répondants issus d'horizons divers :

- Solidarités Nouvelles asbl
- Réseau Brabançon pour le Droit au logement - Collectif Halé! - Quartier de la Baraque
- Map Amis.terre Rcr2 Hayon Jai.Jagat
- Lutte Solidarité Travail
- Tournai logement asbl
- Associations 21
- Habitant - 1
- Habitant - 2
- Habitat-Service (APL)
- Soleil du Coeur
- Centre Video de Bruxelles
- Centre d'informations et d'éducation populaire

Et un parcours à travers les 5 questions posées :

Question : à partir de votre pratique, avec votre public cible et vos actions, quelles tensions voyez-vous aujourd'hui au niveau de l'habitat – du logement entre social et écologie ?

(12 réponses)

- **Le problème du COUT DE L'ÉCOLOGIE** : « L'écologie n'est pas du tout au centre des préoccupations de nos usagers et sont plus concernés par leurs portefeuilles. » « Toutes les petites contributions à l'écologie sont couteuses comme par exemple : les sacs poubelles, se rendre au parc à conteneur (manque de voiture), consommer local car financièrement plus élevé ». « La première problématique est selon moi le prix de l'écologique dans l'habitat par rapport aux moyens économiques des particuliers (locataires et propriétaires). A part en cas d'avantages financiers ou fiscaux immédiats (panneaux solaires, pellets, etc.) les propriétaires s'abstiennent de remise à niveau énergétique. » « il faut avoir des moyens financiers pour sauver le monde ».
- **Le problème du COUT ET DES MODALITE POUR REDUIRE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE** : « Les démarches pour les primes sont lourdes, complexes et coûteuse: ex pause de panneau,... La modernisation de la ville et le marché de l'habitat à la hausse très pentue, crée des exclusions: mal-logés, non-logés, exode urbain » « (les logements sociaux sont un gouffre énergétique: La société de logement sociaux de basse Sambre équipe ses logements avec des poêles à charbon »
- **LES FAMEUX « PETITS GESTES » du COLIBRI qui sont autant de formes de violence faite aux plus précaires** : « Toutes les petites contributions à l'écologie sont couteuses comme par exemple: les sacs poubelles, se rendre au parc à conteneur (manque de voiture), consommer local car financièrement plus élevé. » « Le discours du colibrisme, qui tend à pointer des responsabilités individuelles dans les gestes du quotidien se transforme en culpabilisation, forme de violence symbolique sur les précaires. Alors que ce sont les précaires qui mettent un pull au lieu d'allumer le chauffage depuis toujours! »
- **Le rapport avec la JUSTICE SOCIALE et l'INCLUSIVITE SOCIALE** : « la modernisation de la ville et le marché de l'habitat à la hausse très pentue, crée des exclusions: mal-logés, non-logés, exode urbain. Les politiques d'attractivité et même de création de parc créent un <complexe plus vert moins inclusif> que je repère assez souvent à Bruxelles » « Il y a un renforcement des injustices sociales : le marché locatif est de plus en plus excluant, selon profil économique mais aussi profil social, qui a droit aux logement bien isolés etc. ? Quand on pense être incapable de payer sa taxe des poubelles en fin d'année, peut-on se préoccuper d'acheter plus cher et avec moins d'emballage ? »
- **LA DIMENSION DU-DES POLITIQUES** : « Tout cela se passe du côté du politique » « L'habitat léger n'est une possibilité que si c'est moins cher »

Question : quels sont – selon vous – les grands défis écologiques qui touchent les publics précaires ? Où voyez-vous une forme d'incompatibilité – une confrontation entre objectifs sociaux et écologiques?

(12 réponses)

LE DEFI EST DE CONVAINCRE LES GENS QUE ECOLOGIE = ECONOMIE, parce que, dans la tête des gens, l'écologie cela coûte cher

LE DISCOURS ECOLOGIQUE EST UN DISCOURS STIGMATISANT ET CONFRONTANT

- *Tu es pauvre et donc tu ne pourras pas être un sauveur de monde. C'est d'autant plus pénible que le bobo, bourgeois conventionnel, fini par avoir un regard condescendant sur ce "sale pauvre" qui pollue.*
- *La transition est une révolution bourgeoise. Son éthique est trop liée au pouvoir d'achat, sans argent (nourriture, énergie, isolation, ...) Le summum étant sans doute la voiture électrique, qui à la fois est polluante, et sans doute tout autant que les autres, mais qui passe pour une révolution écologique.*
- *J'ai connaissance de nombreux ateliers "énergies" avec des personnes vivant dans la pauvreté (via les CPAS, PCS, entre autres) dans lesquels ont fait reposer les économies d'énergies sur les personnes elles-mêmes. Bien que ces ateliers ont l'avantage de faire découvrir de nombreuses choses aux personnes et familles. Ceci nous dépeint un tableau très victimisant, culpabilisant et selon nous tout à fait à côté des enjeux climatiques, écologique, et énergétique actuels. "ils reçoivent une ampoule Led et un boudin de porte comme "welcome pack"... " Cette direction ne nous semble pas être tout à fait proportionnée au regard des gros consommateurs pour qui une publicité pour toujours plus n'est toujours pas régulée.*
- *On fait encore croire aux plus faibles que leur situation résulte de leurs choix.*
- *La confrontation vient du discours qui responsabilisent-culpabilisent les individus dans leurs actes quotidiens, leur mode de consommation, alors que même si chacun faisaient tout ce qui est demandé, on épargnerait un pourcentage ridicule de GES etc.*
- *Ce sont les discours qui créent les confrontations.*

LA JUSTICE ENERGETIQUE EST AUSSI AU CŒUR DE CETTE QUESTION

- *Justice énergétique, paupérisation face à l'habitat et à l'énergie, inaccessibilité de l'habitant économe et écologique, traitement non prioritaire des immeubles locatifs. Une fois délocalisés hors ville, les familles deviennent captifs de milieux et territoires mal équipés, mal desservis, ralentissant à fond leur mobilité sociale par un accessibilité très faible. Dépendance à l'auto.*

ET DES PISTES DE SOLUTION ENONCEES RAPIDEMENT, DONT LA FAISABILITE EST A METTRE EN REGARD DES SOUTIENS FINANCIERS ET CADRES JURIDIQUES APPORTES (ou absents, ce qui rendent ces pistes impossibles) :

1. Matériaux écologiques pour le logement
2. Ateliers « énergie » avec les personnes
3. Panneaux photovoltaïques
4. Auto-construction
5. Habitat léger
6. Jardiner pour se nourrir
7. Citerne d'eau
8. Habitat réversible



Crédit Yuliya Taba

Question : merci d'apporter ici un ou des témoignages concrets de personnes-familles qui illustrent la tension entre social et écologie-environnement, aujourd'hui.

(8 réponses)

- **L'ATTITUDE DES MILITANTS ECOLO QUI EST MALTRAITANTE** (cfr ci-dessus)
- **LA NORME ELLE AUSSI EST MALTRAITANTE** : « nombre d'exemples rien qu'en Gaume de personnes qui choisissent l'habitat léger par contrainte économique et/ ou choix de mode vie le plus sobre; confrontés à l'accroissement du prix immobiliers et stoppés ou maltraités par "les normes " »
- **LES CONSEQUENCES DE L'ÉCOLOGIE QUI MALTRAITE** : « des propriétaires pour changer de chaudière et envisagent d'autres modes d'énergies que le mazout, le gaz ont tendance à ne plus investir et vendre et si ils font ces travaux demandent des hausses de loyers importantes et que le locataire assume la taxe postposer. Il n'est pas évident à leur actuel de conseiller vers des équipements écologiques. »
- **LA MALTRAITANCE DES NORMES (ECOLO) PEUT ACCELERER LE TRIANGLE <insalubrité-réhabilitation-expulsion>** : « Une famille souhaite obtenir une reconnaissance d'insalubrité qui donne des points de priorité mais trop de risque de se retrouver à la rue. Par conséquent, les démarches ne sont pas mises en place. Par contre si la reconnaissance est obtenue, les propriétaires ne réalisent pas les travaux car il n'y a pas de suivi/ contrôle dans la procédure de réhabilitation. »

AU-DELA DE LA TENSION ENTRE ÉCOLOGIE ET SOCIAL, ON CONSTATE AUSSI LE CARACTERE AMBIGU DE LEURS « RAPPORTS » via ce témoignage : « Des personnes que je connais qui se débrouillent, car pas beaucoup d'argents, pour avoir un jardin vont être expulsées d'un lieux où elles cultivent leur légumes. Cela fait 10 ans qu'elles jardinent à cet endroit. Décision de la commune : on va y mettre des habitats légers. A croire que la commune veut mettre une tension entre le social et des nouveaux habitants qui a mon avis pensent écologie en voulant habiter léger. »

Question : avez-vous participé à des formes de solution mises en place pour concilier social et écologie au sein du logement-habitat ? Connaissez-vous de tels projets ? Si oui, pouvez-vous l'expliquer ici.

(11 réponses)

POINT DE DEPART = LA HAUSSE DES PRIX DU LOGEMENT, LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE ET LA HAUSSE DES PRIX POUR RENOVER SON LOGEMENT

Réflexion du Groupe de Travail qui s'est réuni suite à l'enquête : aujourd'hui, la rénovation, la réhabilitation est envisagée par le biais technique avec dès lors, des solutions techniques proposées (et coûteuses), ce qui élève le coût du logement. La complexité de ces rénovations et les primes pour obtenir des réductions rendent le parcours très difficile, même pour les personnes qui sont dans le secteur. On ne mesure pas assez les coûts énergétiques liés à ces mesures « techniques » - les énergies grises ... On ne prend pas assez en compte les différences de bâti, selon leur âge. La technologie ne résoudra pas tout !

DES PISTES DE SOLUTIONS :

- **L'HABITAT LEGER, mais mais mais ... ne pas en faire une icône écologique !** : « *Il existe des solutions qui renvoient à l'habitat léger pour l'impact écologique d'un logement. Ce sont des logements démontables, transportables, avec un faible impact sur l'environnement. Oui, le travail mené sur l'étude habitat léger avec différents courant autour de la table. Même avec cela, on peut voir que l'habitat léger alternatif prend le dessus et devient une icône écologique... alors qu'il faut lui laisser cette écologie sociale (selon M Bookchin) pour que cela soit possible pour toutes et tous.* »
- **MENER DES PROJETS DE RENOVATION GROUPEE, plus abordables** : « *Oui, nous avons récemment été en contact avec un habitat-groupé ici à Liège avec une vocation intergénérationnelle, Vivâges, rue Vivegnis qui regroupe maintenant 6 ou 7 familles dans des logements entièrement rénovés, réisolés, panneaux solaires, murs végétalisés, etc.). Je pense personnellement que ce genre d'habitat a un grand avenir car par la mutualisation des moyens (privés et publics) et par le rendement locatif (30 personnes y vivent maintenant), il permet d'apporter une réponse au problème du logement précaire et de façon écologique. Changer chaque logement, c'est difficile, les rénover pour en faire des habitat-groupés, c'est déjà plus abordable. l'asbl <https://www.atoimontoit.be/> »*

- **ACCOMPAGNER SOCIALEMENT LES PETITS PROPRIETAIRES** : « Nous travaillons cela au quotidien avec les propriétaires mais tant que les solutions ne sont pas stables et généralisées cela reste rare et donc source de négociation financière. »
- **DEMANDER AUX POLITIQUES UNE AUTRE APPROCHE DE LA VILLE ET DU FONCIER POUR EN FAIRE UN BIEN COMMUN** : « s'inspirer de Vienne, qui à ma connaissance posséderait 80% des logements de la ville, sous forme de "bien commun" de logements démocratiques. (et modernes partait-il) » « Les Community Land Trust cfr CLTB. Leeggoed à Ixelles, Woningen123Logements »
- **PRENDRE LA PORTE D'ENTREE DES PETITES ECONOMIES ECOLO (produits ménagers – impacts sur la santé)** : « Mise ne place d'atelier "création de produits ménagers écologique et naturel" avec des groupes de bénéficiaires. Ils peuvent utiliser les produits dans leurs logements et observent des économie. L'impact au niveau de la santé est également fortement réduit (manque de produit nocif). Nous avons un bâtiment inoccupé dont nous sommes propriétaires. Nous avons travaillé à la réhabilitation. Malheureusement, la hausse des prix ne nous a pas permis de mettre en œuvre ce projet. Des alternatives sont en cours de réflexion. Nous orientons les personnes vers le groupe action surendettement ou les tuteurs énergie. »



Question : les modèles de logement sociaux/publics intègrent-ils selon vous les enjeux-défis écologiques actuels ? (lieu d'implantation, type de construction, implication des habitants, économies d'énergie ...) Que proposez-vous pour améliorer la situation actuelle ?

(12 réponses)

CONSTATS GLOBAUX :

- *(Il faut) rénover les logements sociaux qui ne sont plus aux normes.*
- *Le logement social est trop loin de l'implication des habitant•es. Il peut tout au plus changer les châssis, isoler les murs et mettre un nouvel enduit sur les murs. Le Logement social pratique ce social condescendant et infantilisant. C'est bien dommage.*
- *La relégation sociale, est un quotidien pour de nombreuses personnes et familles, mais cela tient à de nombreux facteurs.*

IL FAUT DONC CHANGER AU NIVEAU DES POLITIQUES :

Réflexion du Groupe de Travail qui s'est réuni suite à l'enquête : il faut savoir que les politiques publiques ont dû changer leurs modèles de logement (public-social) (dans les pays de l'Europe du Nord, en Allemagne, en Hollande) à cause des impositions de l'Europe : d'une part en resserrant le logement public vers du logement exclusivement social (destiné aux plus précaires) – d'autre part en mettant en place les normes comptables européennes dites normes SEC qui obligent les investisseurs publics et emprunter moins et surtout sur un moins long terme. Ceci avait pour objectif de relancer la demande de logement vers le secteur privé : les revenus moyens ne pouvant plus faire appel au secteur public – la nécessité de recourir aux investissements privés afin de créer des logements sociaux (notamment via les AIS).

- **CHANGER AU NIVEAU DE L'EUROPE** (cfr ci-dessus)
- **CHANGER AU NIVEAU LOCAL ET REGIONAL** : « les communes se distancient peu à peu des logements dits sociaux (plus d'investissements) en transférant cette thématique vers les logements publics (autre législation, en terme de montant des loyers entre autres), loués via des AIS avec des avantages fiscaux compensatoires de la réduction du prix du loyer (avantages aux propriétaires). **financiarisation du marché de l'habitat**. Impossible de régler cette question de ghettoïsation, de relégation sociale, **si on ne change pas de paradigme financier** dans les questions de logement. » « Faire du logement une priorité politique »

QUELQUES IDEES ORIGINALES A CREUSER :

- *Pour nous la question se situe dans un enchevêtrement de réalités dont une est primordiale, le **contrôle/gestion de son habitat par ses propres soins**. Pour cela la question financière est primordiale, et donc la question des seuils de pauvreté et de minimas sociaux.*
- *Proposer un **incitant aux propriétaires bailleurs** lorsqu'ils améliorent la qualité de leur bien vers un bien non énergivore avec pour condition de confier leur bien à louer à une AIS. Développer **des formations pour les AIS** pour prévoir les technologies à 15 ans.*
- *Les projets actuels sont à l'arrêt. Les grands projets passés peu gérables ou adaptés. Je voudrais **des logements R+6 évitant le tout-béton et isolants fossiles**.*
- *Je veux que soient visées **les vies communautaires et le développement intégré des quartiers alentours**.*
- *Je veux **de l'habitant pour les pauvres dans les quartiers aisés**, avec l'équipement public ad hoc.*
- *Des **chartes de développement ou rénovation des logements sociaux**, mais aussi un quota de logements locatifs abordables pour chaque lotissement.*

L'AUTRE REALITE DES ZONES RURALES ET EXCENTREES ...

- *En zone rurale : utile de poser la question de manière plus large (au-delà des notions de logement social, inexistant ou insuffisant)*
- *Il faut améliorer les logements en prenant en compte les nouveaux système d'enjeux écologique. Actuellement, il y a encore beaucoup de logements qui sont dans des régions peu desservies par les transports en commun. Certains bâtiments sociaux devraient avoir des travaux afin d'avoir une meilleure performance énergétique.*

ET RETENIR TROIS GRANDES PISTES DE TRAVAIL-REFLEXION POUR DEMAIN :

1. Il faudrait **INVENTER LE LOGEMENT PUBLIC-SOCIAL DE DEMAIN** (le modèle actuel n'est pas-plus tenable), en s'inspirant des initiatives menées par les citoyens et les associations.
2. **LE LOGEMENT SOCIAL DE DEMAIN DOIT INCLURE D'AUTRES VARIABLES DANS SON MODELE** : la mobilité – les services (noyaux d'habitat selon les territoires et ne niveau d'urbanisation – un modèle d'habitat qui inclut un modèle économique pour les habitants (logement +++ emploi-activité).
3. **POUR PENSER AU MODELE DE DEMAIN, IL FAUT METTRE TOUS LES ACTEURS AUTOUR DE LA TABLE, CRÉER UNE REELLE CONCERTATION, Y COMPRIS AVEC LES PERSONNES CONCERNEES.**
 - *C'est l'approche politique du problème qui doit changer (et elle est en train de la faire petit à petit). En matière de logement, les décisions ne peuvent plus être prises juste entre élus avec un ou deux lobbyistes derrière (et c'est vrai pour tous les partis, y compris écolo). Le monde académique et du bâtiment doivent être consultés réellement et non cantonnés au rang de caution. De plus, il y a un secteur associatif (maisons d'accueil, APL, AIS) très important et plein d'expertises et d'expérience utiles, notamment en matière écologique. C'est ce secteur qui, en partie, assume le relogement des publics précarisés. Or, il n'y a quasiment pas de concertation des pouvoirs publics avec ce secteur. C'est là une lacune de notre système.*
 - *D'avoir de vraies discussions autour d'une table avec les personnes visées.*
 - *Je propose une concertation des syndicats urbains, assos d'environnement urbain, chercheurs et représentants des locataires.*

Partie II : Pistes pour comprendre les tensions

Il n'est pas question d'avancer ici que nous ferons le tour de la question, non, mais de poser quelques constats, issus des rencontres et pratiques de terrain, pouvant permettre de mieux comprendre – expliciter – identifier quelques « sources » de tensions entre social et écologie. Ou comment « *comprendre* » cette violence vécue par les plus précaires face à la militance écologique. Nous en voyons 3 principales :

Une tension en termes de posture

Un groupe de travail au sein de la European Coalition Action s'est réuni en novembre 2023, l'occasion entre autres de créer un groupe de travail permettant de mieux comprendre en quoi – pourquoi les militants pour le climat et les militants pour le droit au logement ne se « comprennent » pas toujours. Habitat et Participation a réalisé le tableau suivant, sur base des discussions de ce groupe de travail.

<p>Militants « climat » versus Militants « droit au logement »</p> <p>Objectifs communs = habiter la terre >>> habiter son logement</p> <p>Thèmes communs = foncier + droit d'usage + communs</p>

	Militants pour le climat	Militants pour le droit au logement
<i>Qui ?</i>	Classe moyenne	Classe précaire - pauvre
<i>Type d'activité ?</i>	Événements = grosses manifs – mobilisations – prestations type « happening » - organisation de longue date et planification – originalité des actions	Plus « classique » = réponse à l'urgence (squat, blocage d'expulsions, occupations) – petites luttes avec de petits collectifs
<i>Temporalités</i>	Temps long dans l'organisation et des résultats ou conséquences attendus	Temps court de l'urgence et de l'immédiateté des problèmes de droit
<i>Modes d'action</i>	Modèle « proactif »	Modèle « réactif »
<i>Forme de responsabilité</i>	Responsabilisation individuelle (comme les « petits gestes »)	Responsabilisation collective (modèles La PAH – DAL – etc.)

Même opportunités (exemple : blocage d'un aéroport)

Pour des raisons de mobilité et de carburant non « vert »	Pour lutter contre la « touristification » qui s'y développe à proximité
---	--

L'exemple de la rénovation

OK si éco-rénovation – lutte contre la production de CO2 – modèle éco-capitaliste = OK	OK si rénovation non capitaliste – privilégier l'auto-rénovation – lutter contre la précarité énergétique. Matériaux pas très écolo = OK
--	--

L'exemple de l'habitat léger

Lutter contre l'artificialisation des sols – sobriété énergétique – accroître les filières de production – besoin d'une réponse en zone rurale	Lutter contre la financiarisation du logement – accès au logement décent à coût réduit – redonner du pouvoir d'agir – besoin de lutter en zone rurale
---	--

On peut dès lors identifier des « différences » de posture entre militants écolo et militants pour le droit au logement. Il y a entre autres toute la question de l'urgence climatique face à l'urgence de la mise à mal du droit au logement. Des urgences qui peuvent mener à des actions de terrain assez différentes.

Par ailleurs, il faut souligner que, cette année 2023, il y a une vraie montée des « convergences » de lutte entre ces deux « mondes », tant au niveau local qu'europpéen. Le Réseau European Action Coalition s'est intéressé à cette question et en a fait un temps de travail lors de la rencontre militante de novembre 2023. Les militants pour le droit au logement de divers pays ont exprimé les « nouveaux » liens qu'ils sont en train de tisser avec les militants « écologiques ».

A l'échelon de la Belgique, le **Pacte Logement Énergie** est en cours de rédaction à l'heure où cette analyse est écrite, réunissant tout à la fois des acteurs forts de l'écologie tels que Green Peace, Inter Environnement Bruxelles, etc. et des acteurs pour le Droit au logement tels que le Réseau Bruxellois pour le Droit à l'Habitat ou son équivalent côté wallon (RWDH). L'ambition est – pour la première fois – de rédiger un pacte qui puisse s'appuyer sur ces deux modes de militance. Un véritable événement en Belgique !

Une tension au niveau des enjeux de territoire

Lorsque l'on parle de logement et d'écologie, on peut assister aujourd'hui à des enjeux de territoire très divers selon qu'il s'agisse d'une zone urbaine ou d'une zone rurale.

En zone urbaine, à Bruxelles par exemple, cet enjeu territorial au tour du foncier est devenu une vraie « guerre » des territoires. Habitat et Participation mène depuis de nombreuses années des processus participatifs pour aider la société de logements publics à construire/rénover des logements publics à Bruxelles. Depuis toujours l'implantation de nouveaux logements publics est une difficulté pour les riverains

qui s’y opposent bien souvent pour des raisons de NIMBY¹ pouvant notamment renvoyer à la peur d’une dévaluation de leur bien à proximité de ce type d’habitat.

A Bruxelles et dans d’autres grandes villes, il y a aujourd’hui une vraie « guerre » de territoire ou d’accès au foncier : d’une part les militants (et acteurs publics) pour le droit au logement qui veulent voir se construire de nouveaux logements publics – d’autre part les militants « écolo » qui souhaitent le maintien d’un maximum de zones vertes afin de pouvoir y créer des potagers collectifs ou autres poumons verts dans la ville. Il existe une vraie incompréhension de ces enjeux différents dans les deux « camps ».

Au cours de nos travaux, rencontres, etc. nous avons « découvert » que le modèle « ECOLO » qui se trouve être mis à l’honneur aujourd’hui est un modèle essentiellement issu du monde urbain. La mobilité en est un bon exemple, avec des possibilités de créer de la mobilité douce, des transports en commun et de l’intermodalité en zone urbaine, ce que ne permet pas la zone rurale. Avec Association 21 et Antoinette Brouyoux, Habitat et Participation est allé à la rencontre des politiques en 2023 afin de dénoncer la non prise en compte des zones rurales dans les injonctions et décisions politiques. A titre d’exemple, Antoinette Brouyoux a relu tous les documents sur la transition et les modèles écologiques afin de voir ce qu’il en était des termes utilisés.

Antoinette Brouyoux d’Association 21 a réalisé la petite recherche en vue de notre rencontre avec 2 Cabinets ECOLO en 2023 :

- *Dans la partie Forum de la société civile organisée, les mots "ruralité" et "village" n'apparaissent nulle part. Le mot "quartier" figure 9 fois*
- *Aucun de ces 3 mots ne figure dans la Synthèse de la contribution des services publics fédéraux*

On le voit, la question du rapport au territoire, tant urbain, que rural divise les militants ECOLO et ceux du droit au logement. Abordons la troisième « tension » potentielle ...

Une tension quant à la place de l’humain

Ici, la réflexion s’avère périlleuse et n’engage que nous ... Et si la place de l’humain était aussi un élément de tension entre ces deux formes de militantisme ???

Entre un secteur social qui croit profondément en l’homme, en l’humain, qui le met au centre de ses actions et s’appuie sur ses ressources pour que les choses bougent. L’humain est donc ici vu comme ressort essentiel pour faire avancer la « cause » du droit au logement.

Et un secteur « écolo » qui perçoit l’humain comme à l’origine de la destruction des écosystèmes, du réchauffement climatique, de la pollution, de la perte de biodiversité ... On lui demande donc de faire un pas

¹ NIMBY = Not In My Back Yard = Pas dans mon jardin. Ce terme décrit le phénomène suivant : les habitants peuvent être contents que quelque chose se construise (exemple un nouvel abri bus, ce qui va faciliter leur mobilité), mais refusent que celui-ci se situe à proximité de leur logement.

de côté, voire pour certains de ne plus toucher à rien car la planète est totalement capable de s'auto-régénérer surtout lorsque l'humain laisse la nature en paix. La nature ne pourra s'en sortir que « sans lui ».

Conclusion

Par cette analyse, nous voudrions amener chacun et chacune à s'interroger sur cette violence vécue, subie par les plus précaires, à ces notions d'urgence climatique qui font avancer certaines décisions au pas de course, sans oublier les politiques publiques qui naviguent entre ces diverses tendances.

Reprenons donc l'exemple de la rénovation du logement, programme pour lequel des milliards sont investis et qui semble un bon plan tant pour les écologistes pour lutter contre la consommation de CO2 et un bon plan pour tous ceux et celles qui vivent dans des passoires énergétiques.

Une analyse rapide pourrait nous mener à croire que la politique a trouvé « LA » porte commune qui réunira les deux militances ... Regardons-y de plus près ...

En tant que locataire, soit je suis en incapacité de rénover, soit je rénoverai avec des moyens financiers (exemple prime MEBAR en Région wallonne) qui serviront in fine mon propriétaire, soit mon propriétaire va rénover et un phénomène de **GENTRIFICATION** risque de s'installer en l'absence de mesures prises pour contrer ces dérives.

En tant que petit propriétaire-bailleur, le fait de devoir rénover pour maintenir mon logement sur le marché locatif et/ou pouvoir augmenter mon loyer pourrait s'avérer trop compliqué » ou onéreux. Ma solution sera souvent de vendre mon bien ... et un phénomène de **CONCENTRATION DE LA PROPRIETE** en sera le résultat à terme.

En tant que petit propriétaire-occupant, je n'ai pas forcément les moyens de payer cash les rénovations. Des primes existent, mais ne couvrent pas toutes mes dépenses. Dès lors, je vais devoir me ré-endetter, peut-être jusqu'à mes 80 ans (auprès de certains acteurs publics) pour arriver à financer ma rénovation. Or l'**ENDETTEMENT MASSIF** est un phénomène bien connu de **FINANCIARISATION DU LOGEMENT**².

Et tout cela ne garantit en rien que le processus de rénovation soit écologique, tant au niveau du processus que des matériaux utilisés.

Et bref, on se rappellera que tout ceci a vu le jour dans un contexte post COVID de « relance économique » de l'Europe. Du coup, peut-être que militants écologistes et droit au logement n'ont qu'une seule alternative : s'allier malgré les différences à travers les nouveaux dialogues qui sont en train de s'instaurer.

² Voir Étude Habitat et Participation « Qu'est-ce que la financiarisation du logement – L'habitat collaboratif comme alternative », Pascale Thys, 2023, PP 35.

Fiche de Présentation

Cet article a été réalisé par Habitat et Participation (<https://www.habitat-participation.be/>), association créée en 1982 à Louvain-La-Neuve. Habitat et Participation travaille sur des thématiques variées : de l'aide au logement à la dynamique collective au sein d'habitats groupés ; du montage de projet à la mise en place de groupes citoyens solidaires ; de la réflexion critique et politique concernant l'habitat et la participation citoyenne à l'implication dans des réseaux nationaux et internationaux pour le droit à l'habitat.

Cette analyse s'ancre dans une mouvance actuelle de dialogue parfois difficile entre militants écologistes et militants pour le droit au logement. Habitat et Participation, de par ses activités et ses rencontres partenariales se trouve lui-même parfois pris entre ces deux « mouvances ».

L'APL (Association de Promotion du Logement) en Région wallonne et l'AIPL (Association d'Insertion Par le Logement) en Région bruxelloise sont au cœur de ces problématiques au quotidien, à travers l'accompagnement social de personnes en fragilité, personnes qui subissent de plein fouet toute cette « violence » liée à l'écolo-bobo qui espère sauver le monde en posant de petits gestes.

La rencontre de ces deux mondes et de leur fonctionnement réciproque a été une belle découverte, découverte que nous souhaitons partager à travers cette analyse.

Habitat et Participation asbl

contact@habitat-participation.be – 010/45.06.04

